

préférerait rester dans la coulisse, mais rien ne se faisait sans sa permission. M. Giolitti fut donc amené par la force des choses à prendre le pouvoir. Quand on le vit commencer ses premières visites, le parti conservateur se déclara satisfait. Avec Giolitti c'était la continuation de la politique monarchiste, le salut de la patrie, le boulevard contre les parties extrêmes, la guerre au socialisme. En Italie nous avons des radicaux qui inclinent à gauche et sont contraires au cléricalisme, mot dont ils se servent pour déguiser leur aversion du catholicisme, puis les partis extrêmes qui se partagent en socialistes et en républicains. Au fond, étiquette à part, ces deux partis fonctionnent, car tous les socialistes sans aucune exception sont républicains. Il y a cette seule différence que les uns se disent franchement républicains, les autres le sont sans le dire. Or une grosse question avait été soulevée en ces derniers temps en Italie. Il s'agissait d'une réforme électorale qui se résolvait dans cette formule : élargissons les bases du suffrage. Les socialistes voulaient le suffrage universel, les monarchistes ne consentaient qu'à faire un pas en avant dans cette voie, mais refusaient d'aller carrément et tout de suite au but. Admettre le suffrage universel, ou agrandir assez le suffrage pour que presque tout le monde pût y entrer, était le meilleur moyen d'arriver à changer, on le croyait du moins, la forme du gouvernement. Les socialistes, grâce à leurs nombreuses ligues économiques, aux syndicats, aux chambres de travail, qui sont toutes dans leurs mains, espéraient, et avec raison, que les nouveaux électeurs faisant partie de la masse sur laquelle ils ont une influence réelle, nommeraient des députés de leur parti ; — et le gouvernement royal, enseveli sous cette avalanche de nouveaux élus, devrait forcément plier devant cette invasion et céder la place. Il n'est pas inutile de faire remarquer que ces socialistes sont foncièrement hostiles à l'Eglise, à ses